



Le magazine du monde rural burkinabé
 Fédération Nationale des Organisations Paysannes
 09 BP 977 Ouagadougou 09 Burkina Faso (226) 25 38 26 29
 fenop@fasonet.bf - www.fenop.org

N° 35 de Janvier - Février - Mars 2019

EDITO : QUAND L'OR ROUGE MENACE L'OR BLANC

L'exploitation industrielle de l'or est devenue la première ressource du Burkina Faso, devançant ainsi le secteur cotonnier qui faisait jusqu'ici la fierté des producteurs. Le sous-sol burkinabé est riche et parallèlement à cette exploitation industrielle, se développe une exploitation artisanale à grande échelle dans presque toutes les régions du pays. En effet, on observe l'accroissement de nombreux sites miniers artisanaux et la détention de nombreux permis d'exploitation par des firmes internationale, s'accaparant ainsi des centaines de kilomètre de superficie de terre cultivable. Dans un pays dont 80% de la population en milieu rural ne vit que la terre, offrir son sol et sous-sol aux firmes internationales expose le pays à de nombreuses conséquences. La première conséquence est la réduction de la quantité de production. Cette agriculture de type familial et très peu mécanisée va connaître avec le développement de l'activité minier une réduction des terres cultivables par conséquent un accroissement des risques de famine. L'autre conséquence de l'activité minière est le chômage en milieu rural. En effet, la réduction des terres cultivables va conduire la population au chômage et augmenter le mouvement des populations vers la ville avec tous les risques que nous connaissons (banditismes, création de bidonville,...). Au-delà des conséquences et des conflits immédiats (expropriation, réinstallations, indemnisations, ...) que soulève la question minière, elle pose une autre préoccupation très importante pour les générations futures en occurrence la question de santé publique. Avec la pollution des sols et des eaux par les produits chimiques comme le cyanure, c'est la santé des générations de Burkinabè qui est mis en question. Au risque que le don que réserve le sous-sol burkinabè soit un drame pour nous tous, l'Etat devrait mener une réflexion sur l'exploitation minière et la santé des populations en lien avec les activités en milieu rural à savoir : l'agriculture, l'élevage, la pêche...

La Rédaction

SOMMAIRE



Edito : Quand l'or rouge menace l'or blanc..... 1

Qu'est-ce que la campagne Nous Sommes la Solution (NSS) ?.....2

« Si des mesures ne sont pas prises, nous risquons une grande famine » dicit M. Jonas HIEN.....4

Jeunesse et entrepreneuriat : Adèle NANA/ ZONGO partage son expérience.....6

FICHE TECHNIQUE8



QU'EST-CE QUE LA CAMPAGNE NOUS SOMMES LA SOLUTION (NSS) ?

Nous Sommes la Solution (NSS) est un Mouvement de femmes pour la souveraineté alimentaire en Afrique. Né en 2011, NSS a été fondée par 12 organisations de 5 pays (Burkina Faso, Ghana, Mali, Guinée, Sénégal) pour promouvoir la voix des paysannes et paysans dans la gouvernance agricole. Par la suite deux pays (Guinée Bissau et Gambie) y ont adhéré. Au Burkina Faso, deux structures représentent NSS : le Réseau d'Appui à la Citoyenneté des Femmes Rurales d'Afrique de l'Ouest et du Tchad (RESACIFROAT) et la FENOP. Madame DAO/SIBIRI Bacuo, responsable NSS de la FENOP nous parle de la campagne.

Nous Sommes la Solution (NSS) propose l'agro-écologie comme alternative durable pour la souveraineté alimentaire. Ses objectifs sont de promouvoir les bonnes pratiques, les savoirs qui sont connus et transmis pendant des générations en Afrique et qui ont préservé la souveraineté alimentaire sur le continent ; influencer les décideurs et promouvoir une meilleure gouvernance agricole ; et valoriser la production de l'agriculture familiale. Qui sont donc les membres de NSS de la FENOP ? « Ce sont les femmes rurales, membres de la FENOP que nous copions pour qu'elles adhèrent dans NSS. » nous dit Mme DAO. En termes d'activités « nous menons des activités de démonstration et de sensibilisation sur les pratiques agro-écologiques à travers les champs école. Nous formons les femmes sur les techniques de production de compost, de bio-pesticides. Nous menons des plaidoyers sur l'accès des femmes à la terre ainsi que la prise en compte de leurs besoins dans les politiques tels que le PNSR II et les Plans Communaux de Développement (PCD). Nous formons des femmes sur la sélection et la conservation des semences. Nous avons également les voyages d'étude d'échanges sur les pratiques agro-écologiques. Nous sommes allées échanger avec nos consœurs du Mali sur les pratiques agro-écologiques. Nous produisons et diffusons des émissions radio au niveau de la Radio Munyu et de 2 radios partenaires ; nous intervenons également dans le bulletin FENOP-Info. Nous organisons chaque 16 octobre, une marche à l'occasion de

la Journée Mondiale de l'Alimentation et de la Journée Internationale de la Femme Rurale. Nous prenons part au foires, salons » précise Mme DAO.

Comme acquis, ajoute elle, on peut noter que « les femmes se sont appropriées les techniques agro-écologiques. Nous renforçons les capacités des femmes en terme de production de compost, de bio pesticides, et grâce à nos champs écoles, nous sensibilisons et diffusons facilement les pratiques agro-écologiques. Les champs écoles constituent une véritable force car à chaque hivernage nous avons de vraies expérimentations agro-écologique sur les productions du riz et du niébé. Toutes ces activités renforcent également la visibilité de NSS et de la FENOP. »

Sur le plan des difficultés, il y a l'utilisation des produits chimiques (herbicides) et la baisse de la main d'œuvre. « Avec les produits chimiques qui facilitent le travail tout en polluant nos sols et l'orpaillage qui absorbe tous les jeunes, personne ne veut faire le désherbage ». On note aussi des difficultés dans la production et le transport du compost. En outre, les mentalités sont toujours archaïques. « Ceux qui ne comprennent pas l'importance de l'agro-écologie disent que c'est une pratique qui ne peut pas nourrir son homme. Pourtant elle peut atteindre et même dépasser les quantités produites par les méthodes « chimiques » de production. Un jour ils diront qu'on avait raison ». NSS est également confronté à un manque de ressources financières. « Nous n'avons pas les moyens nécessaires pour

mener à bien nos différentes activités ; en plus de cela, nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement ne subventionne pas aussi les agro écologistes ». Les difficultés d'accès aux semences traditionnelles *« les semences OGM ne répondent pas aux principes agro écologiques. Les femmes demandent des semences traditionnelles qui se prêtent à nos pratiques ».*

Les perspectives de NSS sont de :

- * Amener, à travers le plaidoyer, les autorités à appliquer la loi sur la sécurisation foncière
- * Amener, à travers le plaidoyer, les autorités à transférer les subventions attribuées aux intrants chimiques vers les bio-intrants
- * Étendre NSS aux autres pays de l'Afrique
- * Poursuivre la promotion de l'agro-écologie et de ses pratiques et la sensibilisation sur la Campagne Nous Somme la Solution
- * Poursuivre la mise en place d'une plateforme nationale
- * Mettre un accent particulier sur le renforcement de capacités autour de la production et la conservation des semences paysannes
- * Perpétuer la mise en place de cadres et des réseaux formés par les structures d'OFR membres afin qu'elles puissent échanger leurs bonnes pratiques, parfois même sans l'intervention de la FENOP elle-même.



Les femmes rurales à l'occasion de la Journée Internationale de la femme rurale à Ouahigouya le 25 Octobre 2018

Lors d'une rencontre en février 2019, au sein de la FENOP, les membres de NSS ont élaboré un

plan d'action 2019 a été élaboré. Ce plan permettra à NSS d'être opérationnelle sur le terrain. Nous avons recueilli les impressions de certaines membres.

Mme DAO/SIBIRI

Dans notre plan d'action 2019, nous avons ciblé 2 actions fars : l'appropriation de la loi 034 et l'importance, l'appropriation des principes de l'agro écologie.

Si nos partenaires acceptent nous accompagner dans la mise en œuvre de ce plan d'action, nous pourrions intervenir dans d'autres zones et pourquoi pas couvrir tout le pays. Nous allons aussi plaider auprès des autorités locales pour qu'il nous donne la terre à exploiter.

LAURA Oumou du Réseau de Communication sur le Pastoralisme (RECOPA)

« Je pense que nous réussirons la mise en œuvre du plan d'action même si c'est à 99%. De fortes recommandations sont sorties ; nous avons abattu un bon travail et avec l'aide de tous nous arriverons. Nous demandons à nos partenaires Techniques et financier de toujours nous accompagner et nous soutenir. L'agro écologie est vraiment notre porte de sortie. »

MIDJOUR/SOULAMA Catherine de l'Association Munyu

« NSS est une campagne de femmes rurales elle nous permet de faire entendre nos voix et plaider pour que les autorités nous aident à améliorer nos conditions de vie. Il n'est pas toujours permis à la femme de prendre la parole et avec NSS la femme a une place privilégiée. Si on pouvait maximiser pour parler plus de NSS dans les radios et télé pour que toutes les femmes soient au courant de la campagne, des pratiques agro-écologiques qu'on apprend afin qu'un jour nous atteignons la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Si les partenaires continuent de nous accompagner, nous pourrions mener les activités ».

Par Alida Laure SOME

« SI DES MESURES NE SONT PAS PRISES, NOUS RISQUONS UNE GRANDE FAMINE » DIXIT M. JONAS HIEN

Depuis 2012, l'or est cité comme étant le premier produit d'exportation du pays, déclassant ainsi le coton. Le secteur minier contribue à environ 7% au Produit Intérieur Brut en 2015 et à environ 16% au budget de l'Etat. Cependant, les investissements dans l'exploitation artisanale exercent une pression sur l'agriculture familiale. Monsieur HIEN Jonas, chargé des programmes de l'ONG Organisation pour le Renforcement des Capacités de Développement (ORCADE) s'exprime sur les impacts de l'orpaillage sur l'agriculture familiale.

Au Burkina Faso, depuis quelques années, la pratique de l'exploitation artisanale de l'or communément appelée « orpaillage » est très développée et touche l'ensemble du territoire national. Bien qu'étant une source de revenus pour plusieurs familles, cette activité met en péril les cultures vivrières qui participent à l'alimentation des populations des campagnes et des villes au regard de l'abandon de l'agriculture par les jeunes et les femmes au profit de l'orpaillage. Comme on le sait tous, l'agriculture est le moteur de l'économie burkinabé « quoi qu'on dise l'agriculture et l'élevage demeure l'économie du Burkina. Il est un pays minier mais il est d'abord un pays d'agricole et d'élevage. L'or peut s'arrêter à tout moment » souligne M. HIEN « L'agriculteur ne maîtrise plus son champ. D'après des témoignages, l'agriculteur dès son arrivée au champ, y trouve des individus. Un d'entre eux, divise le champ en deux et vend une partie à l'agriculteur avec un contrat à l'appui. Sur le contrat, l'orpailleur peut réclamer par exemple un nombre de sacs de la production à la fin de la journée. L'agriculteur ne pouvant plus travailler fini par se transformer en orpailleur pour espérer avoir quelque chose » souligne Monsieur HIEN Jonas. A cause de la pauvreté et du chômage, nombreux sont les jeunes et les femmes abandonnent l'agriculture tout en négligeant les conséquences. Parmi elles, on peut citer les pertes des terres agricoles par destruction des sols ; la pollution des nappes phréatiques et de l'environnement ; la diminution de la main d'œuvre ; la hausse du coût de la main d'œuvre et

de production ; la destruction des cultures ; les déplacements des terres agricoles et des populations suite à l'accaparement ; la perte de la faune nécessaires à la fertilisation à la fertilisation des terres agricoles ; la hausse du prix des produits agricoles (les orpailleurs ne négocient pas les prix). « La productivité diminue, les surfaces cultivables diminuent, la main d'œuvre est devenu rare. Quand vous allez dans un village il n'y a que de vieilles personnes qui ne peuvent même pas creuser un trou. Les champs sont investis par les orpailleurs, il y a usage de produits chimique qui dégrade l'environnement, ont des conséquences sur la santé. Les gens négligent cela » s'insurge M. HIEN.



Des jeunes dans un site d'or

Il ne manque pas de dire que « Si des mesures ne sont pas prises, nous risquons une grande famine dans les années à venir ». La baisse de production causerait la dépendance vis-à-vis des marchés et donc la diminution du nombre de repas par jour. De telles situations mettraient les villages en situation d'insécurité alimentaire.

Selon le rapport d'une étude menée par l'ONG ORCADE intitulé « Etude sur l'impact de l'extraction artisanale de l'or sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso », édité en Décembre 2017, un certain nombre de mesures doivent être prises pour atténuer les effets négatifs de l'orpaillage et atteindre la sécurité alimentaire. D'abord, il faut créer des alternatives dans le secteur agricole à travers la construction de retenues d'eau et le développement du maraîchage pour occuper les jeunes, également encadrer les orpailleurs par la formation sensibilisation et la mise en place des cahiers de charges sur les sites afin de lutter contre les effets négatifs sur l'environnement. Ensuite, il faudra sensibiliser les orpailleurs sur les limites de l'orpaillage, activité non pérenne, risques énormes de pollution et destruction de l'environnement et renforcer l'encadrement des producteurs agricoles pour augmenter la productivité agricole

. Enfin il est nécessaire de plaider auprès de l'Etat pour qu'il prenne des mesures pour encadrer l'orpaillage et valoriser la fonction de producteur agricole en donnant de nouvelles perspectives à la production, agricole. De l'avis de M. HIEN, l'Agence Nationale d'Encadrement des Exploitations Minières Artisanales et Semi mécanisées (ANEEMAS) doit être accompagnée sur tous les plans. En effet, l'« ANEEMAS a pour mission d'encadrer cette activité en organisant les orpailleurs de sorte à ce qu'ils occupent moins d'espaces et qu'ils arrivent à extraire l'or utiliser les produits chimiques ; qu'ils le vendent sur place à des prix intéressants au lieu de le vendre frauduleusement ailleurs. Au regard des mesures de fermetures des sites miniers par le gouvernement pendant les périodes hivernales, il s'agira de veiller à l'application effective de cette mesure tout en amenant ces jeunes durant cette période à travailler dans les champs. Cela permettra de pérenniser l'agriculture. Toutefois, si les orpailleurs réinvestissaient une partie de leur revenu dans les activités agricoles cela boostera l'agriculture familiale. »

« L'agriculture peut résoudre une bonne partie du chômage. C'est une question de politique étatique. Si l'Etat crée une école de métier agricole, recrute les jeunes en masse, les forme sur les questions d'agriculture puis les déploie sur des sites aménagés avec de la technologie appropriée tout en se fixant des objectifs bien donnés. Par exemple comme objectif on peut dire qu'il faut qu'en 5 ans, un million de jeunes soient formés dans l'agriculture. On se donne les moyens même s'il faut contracter des prêts avec des grandes entreprises.

Si toutes les conditions sont réunies, l'agriculture serait le 2e secteur après la fonction publique qui va recruter le plus de jeunes. Il n'y a pas un secteur qui peut employer des gens plus que l'agriculture » M. Jonas HIEN



M. Jonas HIEN, chargé de programmes de l'ONG ORCADE

JEUNESSE ET ENTREPRENARIAT : ADÈLE NANA ZONGO PARTAGE SON EXPÉRIENCE.....

L'entrepreneuriat est de nos jours le seul moyen de répondre au problème du chômage. Selon l'enquête multisectorielle continue de 2014, le taux de chômage est estimé à 6,6% de la population active âgée de 15 ans et plus. La seule issue viable et durable pour résoudre ce problème et celui de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, c'est créer des emplois/entreprendre dans l'agriculture car c'est le seul domaine qui peut employer le plus de jeunes. L'équipe de la Fédération Nationale des Organisations Paysannes (FENOP) est allée à la rencontre d'une jeune entrepreneure madame NANA/ZONGO Adèle, une jeune entrepreneure. Elle s'est investie dans le secteur agricole et aussi dans la couture.

FENOP : Pouvez-vous vous présenter ?

Adèle NANA/ZONGO : Je suis madame NANA/ZONGO Adèle j'ai 34 ans, mère de deux enfants, membre de la Fédération Nationale des Femmes Rurales du Burkina (FENAFERB), présidente du Collège des Jeunes de la FENAFERB et également membre du Collège des Jeunes de la Confédération Paysanne du Faso. Au niveau de la FENAFERB, nous travaillons dans la transformation des produits locaux (soumbala, la pâte d'arachide, le couscous) et nous sommes basées à Koudougou. Je fais de l'élevage de porc et aussi de la couture.



Madame ZONGO/NANA Adèle

D'où vous êtes venue l'idée d'entreprendre ?

L'idée de faire de l'élevage de porc et la couture m'est venue lors d'une formation sur le leadership que j'ai suivie avec M. Pierre Michel. Le premier jour quand je suis arrivée, contrairement aux

autres, je n'avais aucune idée de projet. J'ai réfléchi à maintes reprises sur un projet, je voulais que ce soit quelque chose que j'aime faire. Ce serait plus facile pour moi. Un jour, le formateur a demandé à ce que chaque participant rédige son idée de projet. Ne sachant pas écrire, j'ai partagé oralement mon idée. J'ai souhaité avoir d'ici la fin de la formation débiter l'élevage de porc et avoir mon atelier de couture. Franchement, j'avais le trac, je me posais des questions sur l'aboutissement de mon projet. A force de travailler et d'économiser, j'ai payé une machine à coudre. J'ai également loué une maison à 10.000 FCFA/mois. C'était vraiment difficile mais j'avais la foi que tout irait bien. En ce temps, je n'avais que 3 clientes (ma mère, ma belle-mère et ma sœur). Je m'habillais et je faisais ma propre promotion. Un soir arrivé à la maison, mon mari me présente une nouvelle machine à coudre. J'étais heureuse ce jour.

Pour l'élevage, un voisin m'a vendu une truie à 5000 F CFA. Malheureusement au moment de mettre bas, elle est morte. Je n'ai pas perdu courage j'en ai racheté. Quelques mois après j'ai dû acheter mon propre porc à 25000 F CFA pour en faire cadeau à ma sœur. Avec l'argent j'ai acheté un autre porc qui est mort peu de temps après. Les choses se compliquaient pour moi parce que j'avais perdu complètement confiance en moi. J'avais l'impression que tout ce que je faisais n'allait jamais aboutir. Je me

suis rappelée une parole du formateur Pierre Michel « *il faut perdre pour mieux démarrer* ». Et c'est comme cela que j'ai eu le courage de continuer. J'ai acheté une truie. Aujourd'hui la truie avec 4 porcelets. D'ici là, j'aurai beaucoup de porcs.

L'année passée, j'ai également demandé une portion de terre pour cultiver de l'arachide et du haricot. A la récolte, j'ai eu un sac de 100 kg d'arachide et pour le haricot j'ai rempli 10 bidons de 5 litres.

Quelles en sont les bénéfiques ?

Grâce à mes activités, j'arrive à subvenir aux besoins de ma famille. J'aide mon mari dans les dépenses de ma famille. Je suis à l'abri du chômage. Cela m'a également permis d'être plus indépendante et responsable.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

Etant femme mariée ce n'est pas facile de mener plusieurs activités. J'ai la chance d'avoir un mari compréhensif. Il m'aide à m'occuper des enfants, ainsi que des porcs. Une autre difficulté c'est le manque de financement. Au niveau de l'élevage, il j'investi beaucoup dans l'entretien, la restauration des porcs. Actuellement je ne peux pas vendre les porcs. C'est vraiment compliqué. L'accès à la terre est très difficile. Cette année je suis obligée de payer un terrain pour cultiver puisque la terre que j'ai exploitée l'année passée est occupée. Au niveau de l'écoulement des produits ce n'est pas facile. On expose nos produits dans la vitrine de vente des produits locaux de la CPF et on profite des foires et événements également. Il y a des femmes qui se proposent les fins du mois à faire la promotion des produits dans les établissements et services moyennant une somme en fonction de ce qu'elles vendent. Au niveau de la couture je me retrouve avec des machines qui déconnetent et pourtant il faut les réparer. C'est vraiment compliqué.

Quelles sont les perspectives pour les années à venir ?

J'envisage avoir une ferme de porcs que je pourrai commercialiser partout au Burkina. Je voudrais avoir une grande superficie de terre pour cultiver l'arachide et le niébé. Si toutefois j'ai la terre, je vais déposer les papiers pour avoir l'Attestation de Possession Foncière. Je voudrais agrandir mon atelier et avoir plus de machines et de personnels. Au niveau de la transformation j'envisage avoir mon propre matériel pour la production du soubala (bois, marmites, la matière première, l'emballage, etc.).

Dernier mot

Il n'y a pas de sot métier. Il faut que mes frères comprennent qu'être producteur n'est pas une roue de secours. C'est un travail qu'on doit aimer et se donner corps et âme surtout en être fier. J'encourage mes frères et sœurs à entreprendre dans le domaine agricole. C'est un domaine qui rapporte beaucoup. Je demande au gouvernement de prendre des mesures pour faciliter l'accès à la terre et aux financements. Cela pourra les inciter à s'investir dans le secteur agricole. C'est le seul secteur qui pourra résoudre le problème du chômage.



A gauche : les produits de transformation (Soubala, gombo sec, etc.)

A droite : Madame ZONGO/NANA Adèle dans son champ

FICHE TECHNIQUE : DES MÉTHODES NATURELLES POUR PROTÉGER LES PLANTES CONTRE LES RAVAGEURS

PIMENT : Utilisé contre les fourmis, pucerons, chenilles, insectes.

Le piment est une épice largement répandue dans les régions tropicales. Les fruits mûrs, l'enveloppe du fruit et les graines détiennent une haute teneur en substances actives. Il permet de lutter contre les fourmis, pucerons, chenilles et insectes.

Fabrication :

Ecraser quelques piments forts. Mélanger la poudre obtenue à de l'eau. Après environ 12h, filtrer le liquide à l'aide d'une toile qui retiendra les particules solides. Dans certaines régions, on ajoute à ce liquide du savon rappé ou sous forme liquide.

Mode d'emploi :

Avec une petite pompe, un pulvérisateur ou une touffe d'herbes, épandre la préparation sur les cultures attaquées.

Attention : S'il y a beaucoup de piment pour peu d'eau, ça peut occasionner la brûlure des feuilles de la plante traitée. Il est donc conseillé de tester les préparations sur quelques plantes témoins afin de déterminer le dosage adéquat.

PYRETHRE : (Fleur jalousie ou marguerite). Utilisé contre les criquets, punaises grises, piérides du chou.

Le pyrèthre encore appelé fleur jalousie ou fleur marguerite, est une plante vivace. Ses fleurs possèdent des propriétés insecticides. Il permet de lutter contre les criquets, punaises grises, piérides du chou, cicadelles, mouches, altises, pucerons.

Fabrication :

Utilisation en poudre ou en liquide.

500g de fleur de pyrèthre sont trempées pendant

une journée dans 4 litres de kérosène. Après filtrage, le liquide est prêt à l'usage.

500g de poudre de pyrèthre, 3 à 4 litres d'eau de paraffine. La poudre est laissée à tremper pendant une journée dans la paraffine. Filtrer le liquide à l'aide d'une toile.

Mode d'emploi :

Pulvériser à l'aide d'un pulvérisateur sur les feuilles de la plante que vous voulez traiter. Répéter le traitement chaque fois qu'il y a attaque.



A gauche le piment. A droite le pyrèthre

Source: La Voix du Paysan

FENOP INFO

Trimestriel d'informations

Directeur de publication
Zachariaou DIALLO

Coordinateur général
Issouf SANOU

Appui technique
Alida Laure SOME
Abdoulaye TAO
Seydou KONATE

